

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC (SDAASP)

**COMITÉ DE PILOTAGE
5 DÉCEMBRE 2018**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU
DOUBS



AXE 1 : SERVICES AU PUBLIC

Maisons des services au Public (MSAP)

Trois nouvelles MSAP ont été labellisées dans le département au cours de l'année 2018 : Besançon Planoise, Sochaux et Gilley. Ces 3 structures ont également bénéficié des subventions de l'État au titre du fonctionnement.

Le département du Doubs compte aujourd'hui 20 MSAP sur 22 sites bénéficiant du label de l'Etat.

Les services du Département proposent des permanences dans certaines MSAP (Premiers-Sapins, convention en cours de signature avec Sochaux, présence au Russey qui pourrait passer MSAP). Ils sont parfois même inclus dans les MSAP comme à Valdahon ou Quingey.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 1 : SERVICES AU PUBLIC

A la demande du Crédit Agricole, désireux de maintenir ses implantations en milieu rural en dépit de la baisse d'activité constatée, et de diversifier son offre de service, une expérimentation d'une durée de 6 mois a été engagée et a démarré le 21 novembre 2018 sur 2 sites :

- l'une en zone de montagne à Charquemont,
- la seconde, en zone péri-urbaine à Saint-Vit

L'objectif est de permettre aux usagers d'effectuer des démarches numériques auprès de Pôle emploi ainsi que des démarches dématérialisées concernant les certificats d'immatriculation des véhicules et les permis de conduire, avec un accompagnement de la part des agents du Crédit Agricole (qui ont bénéficié de formations par Pôle emploi et la préfecture à cet effet).



AXE 1 : SERVICES AU PUBLIC

Insertion

Le Département a mis en place des CLACSE dans différents territoires : comité local d'action pour la cohésion sociale et l'emploi.

Sur le champ de l'insertion, une instance a été mise en place à l'initiative du Département. Cette dernière se veut être un espace de concertation et d'échanges réguliers entre les acteurs locaux qui interagissent en faveur du retour à l'emploi de publics cibles (allocataires du RSA, jeunes, ...).

Elle s'est déjà réunie à deux reprises, et associe une trentaine d'acteurs, à la fois institutionnels (Etat, collectivités, consulaires), associatifs, mais également issus des filières professionnelles.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 1 : SERVICES AU PUBLIC

Par ailleurs, l'ensemble des animateurs des MSAP du département ont pu bénéficier sur 2018 d'une formation par les services de la préfecture, dans le cadre de l'accompagnement de la dématérialisation des procédures relatives aux certificats d'immatriculation, permis de conduire, et pré-demandes pour les cartes nationales d'identité et passeports (points numériques).

Premiers secours

13 associations et structures formatrices ont formé au total 8 549 personnes aux premiers secours au cours de 691 formations sur l'année 2018.



AXE 1 : SERVICES SOCIAUX

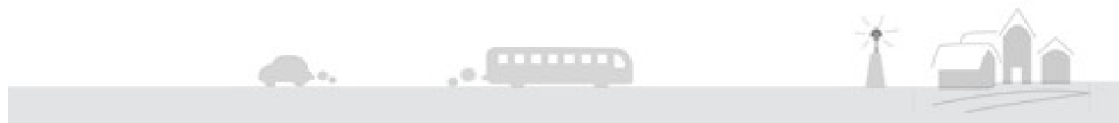
Mobilité solidaire

Plusieurs actions ont été mises en place ou sont en cours de réflexion en matière de mobilité solidaire avec :

- ouverture d'un garage solidaire à Pontarlier-Houtaud en avril 2018 avec projet de déploiement sur Morteau et Etalans (une flotte de 11 véhicules loués sur le Haut-Doubs – 39 personnes – 2 600 jours de location)
- la roue de secours sur Montbéliard inaugurée en juillet 2018 (27 véhicules loués en 2017)
- un projet de garage solidaire voire deux projets sur Besançon (un appel à manifestation d'intérêt devrait être publié prochainement pour sélectionner la structure qui en aura la gestion et l'exploitation, le cahier des charges étant actuellement en cours de finalisation),
- un projet d'auto-école solidaire sur Pontarlier.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

Communication

Plusieurs campagnes d'information sur l'accompagnement social, l'accès aux droits, d'une manière générale, ont été lancées par le Département en dehors des supports habituels de communication (Vu du Doubs, réseau sociaux, site internet) :

- guide sur la violence conjugale avec campagne d'affichage,
- plaquette sur l'aide aux collégiens,
- plateforme via trajectoire à destination des seniors
- campagne accueillant familiaux
- communication sur les chèques énergies en mars/avril 2018 ...



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

Aide alimentaire

La Croix rouge et les Restos du cœur ont été mobilisés pour proposer l'aide alimentaire à des publics dont la mobilité est quasi inexistante et ce, en travaillant la discrétion nécessaire à cet "aller vers" en milieu rural.

Ainsi, la Croix rouge dessert depuis la fin du premier semestre 2018, 4 sites depuis Pontarlier : Levier, Frasne, Labergement-Sainte-Marie et Mouthe et 2 sites depuis Valdahon : Pierrefontaine les Varans et Orchamps-Vennes.

Par ailleurs, les Restos du cœur viennent de s'implanter hebdomadairement dans les communes d'Arc et Senans, Rougemont et Saint-Hippolyte.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

Sur Montbéliard : le groupe "aide alimentaire" s'est réuni en 2018. Le portail collaboratif est ouvert et doit étendre les autorisations d'accès à des partenaires (travailleurs sociaux). Il implique les restos du cœur, le secours catholique, l'entraide protestante, la croix rouge et la banque alimentaire et plus récemment les CCAS qui gèrent des distributions.

L'objectif était au départ "l'aide alimentaire comme outil d'accompagnement". Il a permis un travail collectif et un forum a été organisé. Il s'agit également de travailler sur les zones blanches.

Sur le Haut-Doubs, de nouveaux matériels ont été obtenus avec le concours de la fondation PSA : nouveaux camions et nouveaux aménagements dans les camions.

Un projet est également en cours avec PREVAL (valorisation des invendus alimentaires via atelier de revalorisation, pour une redistribution dans le caritatif)



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

Autonomie – accompagnants

Dans la continuité de 2017, la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) a continué à expérimenter sur 2018, avec le concours financier du Département et de la CNSA, le projet de création d'un relais des aidants familiaux. Ce dispositif permet aux aidants de bénéficier d'une séance de répit-formation. En effet, ils sont invités à participer, tous les premiers mardis du mois, à des séances thématiques animées par des experts (médecin, psychologue, kinésithérapeute). Dans le même temps, la personne aidée est prise en charge au sein d'ateliers ludiques (céramique, chant, etc.).

6 séances ont ainsi été organisées en 2017 et les participants ont été accueillis au Café des pratiques à Besançon. Cette expérimentation est reconduite en 2018.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

ELIAD a également mis en œuvre des actions sur 2018 : spectacles, ateliers et rencontre-débat.

L'expérimentation hébergement temporaire dans le cadre du projet PAERPA (Personnes Âgées En Risque de Perte d'Autonomie) pilotée par l'ARS a démarré en 2018. A cet effet, des conventions tripartites (ARS, CD, EHPAD) ont été signées. Elles permettent notamment de définir le « sens » de l'hébergement temporaire en limitant son accès aux personnes âgées en sortie de court séjour hospitalier ou en situation de carence ponctuelle de l'aidant. A fin septembre 2018, ce sont **885 journées** qui ont été réalisées.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 2 : SERVICES SOCIAUX

Accueil petite enfance

Le nombre de places en établissement accueillant des jeunes enfants (EAJE) est en progression avec 138 structures offrant 2 902 places soit 5 établissements de plus pour 48 places.

Parallèlement, plusieurs projets de micro-crèches, maisons assistantes maternelles et multi-accueil sont en gestation à des degrés divers d'avancement : Etalans, Fournet-Blancheroche, Ville-du-Pont, Arçon, Arc-sous-Cicon, Etouvans, Vallon de Sancey, Vaux-et-Chemaudin, Grandfontaine, Montferrand-le-Château, Vercel, Premiers-Sapins, Frasne, Vaux-et-Chantegrue, Houtaud, Verrières-de-Joux, Le Bizot, Bonnétage, Les Ecorces.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 3 : SERVICES DE SANTÉ

Démographie médicale

Des actions innovantes ont été menées : cabinet éphémère de Pontarlier, accompagnement au développement de pôles et maisons de santé (Orchamps Vennes, Cluse et Mijoux, Goux les Usiers), aides à l'installation. D'autres projets sont en cours dans plusieurs territoires : projet de maison de santé à Frasne, réflexion sur un centre de soins avec salariat sur Sancey et Belleherbe, projet d'extension de la maison de Rougemont. Il existe aujourd'hui 15 maisons de santé pluri-professionnelles et 3 centres de santé médicaux en fonctionnement ou prévoyant une ouverture prochaine.

Les services du Département accueillent également des stagiaires au sein des services de protection maternelle infantile (PMI).



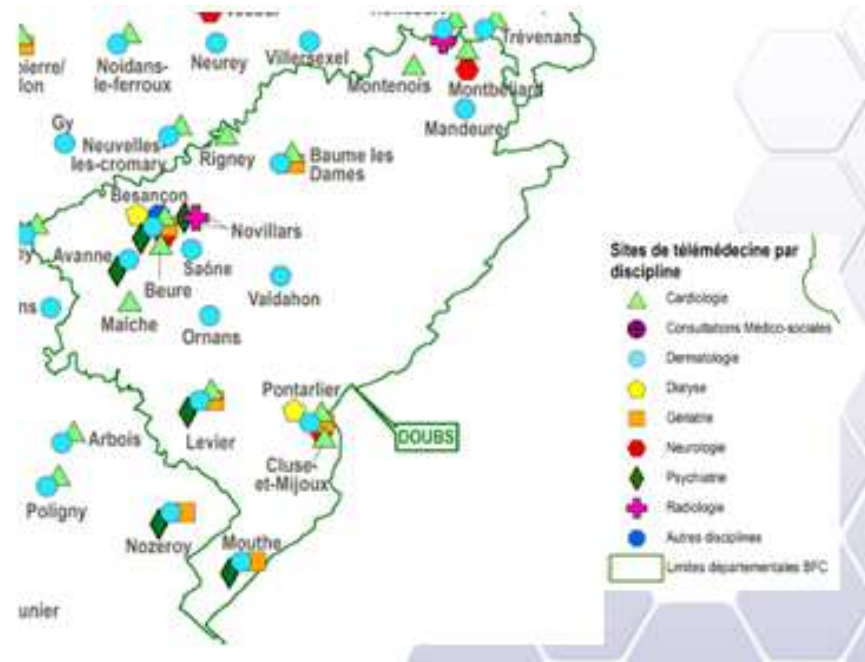
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 3 : SERVICES DE SANTÉ

Télémédecine

er
Au 1^{er} octobre 2018, 25 sites étaient équipés dont 9 sites experts (CHU, clinique ou cabinets libéraux), 10 maisons de santé sur 15 ont été équipées. Un appel à projets est en cours auprès des EHPAD du département.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 3 : SERVICES DE SANTÉ

Contrats locaux de santé

Les deux CLS du Doubs central et de Loue Lison ont réalisé et validé leurs diagnostics au printemps et à l'été 2018. Plusieurs actions ont également été mises en place en parallèle dans le Doubs central.

Le CLS du Pays Horloger / Pays du Haut-Doubs de seconde génération a été signé de même qu'un avenant au CLS de Besançon avec 8 nouvelles actions dans le domaine du social, environnement et prévention.

Le contrat local de santé (CLS) du pôle métropolitain Nord-Franche-Comté devrait être signé en janvier 2019.

Les travaux à l'échelle de Pierrefontaine Vercel devraient démarrer.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 3 : SERVICES DE SANTÉ

Accompagnement psychiatrique et psychique

- Ré installation d'une plateforme de santé mentale pleinement opérationnelle depuis juin 2018
- Accompagnement au développement de consultations avancées de psychologues auprès des adolescents
- Réalisation d'un diagnostic territorial en santé mentale : présentation aux professionnels de la santé mentale en février 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Volet numérique : les infrastructures

En plus du déploiement du très haut débit par le syndicat mixte Doubs THD, une nouveauté s'agissant des infrastructures a été mise en place depuis cette année, en matière de téléphonie mobile. Ainsi, suite à l'accord national entre le Gouvernement et les opérateurs le 12 janvier 2018, une équipe projet a été instaurée dans chaque département. Cette instance, coprésidée par le Préfet et la Présidente du Conseil départemental, associe notamment :

- des représentants des élus issus des associations de maires du département ;
- le Syndicat Mixte Doubs Très Haut Débit ;
- le Syndicat Mixte d'Energies du Doubs ;
- le Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté ;
- des représentants des opérateurs en région ;
- les services de l'État : SGAR, DDT, UDAP, Mission France Mobile



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Cette équipe est notamment chargée de la priorisation des sites à couvrir en matière de téléphonie mobile.

Le département du Doubs a ainsi bénéficié d'une dotation de 11 sites au titre de l'année 2019. Les 11 sites retenus recouvrent tout ou partie de 17 communes et devraient bénéficier à environ 1 400 habitants.

Ces 11 sites pour lesquels le déploiement devrait démarrer en 2019 et dans un délai de 24 mois maximum viennent compléter la liste des 20 communes situées en zones blanches, automatiquement retenues pour l'année 2018 et pour lesquelles le déploiement est actuellement en cours par les opérateurs.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Volet numérique : les usages

L'équipe d'animation nationale de la CDC, en lien avec les opérateurs nationaux a réalisé, à destination des agents d'accueil des MSAP, un parcours d'auto-formation qui délivre les principales informations à connaître sur les acteurs de l'emploi et de l'aide sociale (Pôle Emploi, CAF, CPAM, MSA, CARSAT, conseil départemental) et les dispositifs à mobiliser pour les usagers. Cet outil est disponible en cliquant sur le lien suivant

<http://www.formationmsap.fr>

Sur le plan local, des projets d'inclusion e-numérique sont menés comme à la MSAP de Planoise.

La banque postale conduit également un plan d'inclusion bancaire par le numérique.

Plusieurs agents du Département (accompagnants et travailleurs sociaux) se sont formés en matière de numérique (projet de e-inclusion sur Morteau avec la MJS et le centre social).



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Formation numérique

Par ailleurs, plusieurs associations locales, des privés, voire des EPCI organisent des formations en matière de numérique mais la diversité et l'étendue géographique nécessitent que chaque opérateur/participant fasse remonter ses actions à l'échelle départementale auprès des services de la préfecture ou du département.

La Communauté de communes du Pays de Sancey Belleherbe envisage par exemple la création d'une salle de formation au sein d'un projet de tiers-lieu.



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

L'Education nationale est également pleinement mobilisée autour de cet axe.

De 2015 à 2017, le déploiement du Plan National Educatif, avait permis la dotation de classes mobiles (valises de tablettes tactiles ou de PC) pour 66 écoles du département, soit 9 350 élèves.

Cet effort se poursuit avec le lancement à la rentrée 2017 du plan « *Ecoles numériques innovantes et ruralité* » qui vise à soutenir les initiatives innovantes (hors écoles maternelles) avec un subventionnement des investissements et l'apport de 18h de formation aux usages pédagogiques de ces outils.

C'est dans ce cadre qu'une convention avec la communauté de communes Altitude 800 a été signée à la rentrée 2018 (9 écoles concernées)



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Une seconde phase de ce plan a été lancée à la rentrée 2018 avec un bilan très satisfaisant : 55 écoles du département ont répondu à l'appel à projets soit 234 classes et environ 5 500 élèves. Les dossiers sont en cours d'examen au niveau ministériel.

Enfin, l'État apporte également son soutien en faveur de l'investissement en matière d'informatisation des groupes scolaires, via la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) à hauteur de 159 166 € de subvention pour 44 projets sur les années 2017 et 2018.



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Volet mobilité

Le Département du Doubs participe au développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle.

En 2018, 14 projets représentant 27 kilomètres ont mobilisés 1,3 million d'euros.

La Région, en partenariat avec l'ADEME, lance chaque année un appel à projet sur la mobilité en milieu rural avec un montant plafond de 15 000 € pour chaque projet.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Volet mobilité

Le Département du Doubs semble plutôt en retard en matière de transport à la demande par rapport à ses voisins (information donnée lors de l'atelier mobilité du SRADDET à Besançon).
Le transport à la demande s'apparente également souvent à un taxi social.

6 Territoires sont couverts par un TAD

- PETR Doubs Central
 - Syndicat intercommunal Rive gauche du lac Saint-Point
 - CC Portes du Haut-Doubs
 - CC Val de Morteau
 - CC Loue Lison
 - CC du Russey
- La commune de Gilley est actuellement en réflexion



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



AXE 4 : LEVIERS D'ACCESSIBILITÉ

Le Conseil régional, au bénéfice du lancement de la loi d'orientation sur la mobilité (LOM) va proposer une version 3 de Mobigo pour le 28 février 2019, la plateforme de mise en commun des différentes autorités organisatrices de mobilités (AOM). Le développement de certaines fonctionnalités se fera à l'automne 2019. Une prescription est prévue dans le SRADDET afin que chaque AOM fasse bien remonter ses informations au bénéfice de chaque usager.

Il n'a pas été initié de gouvernance départementale sur la mobilité. La loi d'orientation sur la mobilité reprécisera les contours des responsabilités et des compétences confiées à la Région et les intercommunalités. C'est donc à cette échelle que devront s'organiser les gouvernances.



AXE 5 : ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

Lecture publique

En matière de lecture publique et d'animation culturelle, sociale de proximité, deux des trois points visés en matière de maillage de médiathèque structurante sont en cours sur Rougemont et Saint-Hippolyte (médiathèque avec réseau) mais aussi Vercel, Premiers Sapins, Nommay, Belleherbe.

En matière de sports, côté Etat et Département ce sont 50 projets de rénovation et de création d'équipements sportifs qui ont pu bénéficier de subventions en 2017 et 2018 au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la dotation de solidarité à l'investissement local (DSIL) pour un montant total de plus de 1 371 000 € (côté Etat) et 1 536 000 € (côté Département)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Convention de mise en œuvre du SDAASP

L'alinéa 2 du II de l'article 98 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et le décret du 4 avril 2016 prévoient que la mise en œuvre des actions inscrites dans le schéma donne lieu à **une convention conclue entre le représentant de l'État dans le département, le Département, les communes et groupements intéressés ainsi que les organismes publics et privés concernés et les associations d'usagers des services au public dans le département.**

Les parties à la convention s'engagent à mettre en œuvre, chacune dans la limite de ses compétences, les actions programmées.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Mise en place de réunions thématiques

Dans la perspective de la poursuite de la mise en œuvre opérationnelle du SDAASP, des réunions thématiques seront organisées début 2019, afin de définir des « **chefs de file** » sur les grandes thématiques abordées et fiches-actions correspondantes, et le cas échéant, revoir les indicateurs identifiés au moment de la réalisation du schéma, pour davantage de pertinence.



Merci de votre attention



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

